



---

ÉVÉNEMENT

---

## Météo France s'enfonce dans le brouillard

Neige à 10 °C, grand soleil un jour d'averses... L'automatisation des prévisions avec le logiciel Alpha, imaginé pour pallier la saignée des effectifs et auteur de moult erreurs, suscite une nouvelle grève des météorologues ce mardi. Grâce à des documents internes inédits, «Libé» révèle l'étendue des incidents et la colère de nombreux clients.

Ils tenaient à prendre la parole avant de quitter l'assemblée. Trop de colères pour ne rien dire. Ce lundi 4 mars, la patronne de Météo France, Virginie Schwarz, entend s'adresser à ses équipes en visioconférence, et les prévisionnistes de l'institution veulent marquer le coup. Leur déclaration est prête. *«Un exercice de communication [en visioconférence, ndlr] ne saurait répondre en lui-même au désarroi et à la colère des agent-es face à la minimisation des problèmes par la direction générale, se met à lire l'un d'eux. Les agent-es ne se reconnaissent plus dans la production actuelle et attendent une réelle volonté de la DG de se doter d'une chaîne de production digne de notre expertise et d'un établissement scientifique de renom.»* Presque 400 personnes sont connectées. Des informaticiens, des développeurs, des gestionnaires de la maintenance et des systèmes d'observations, des climatologues. *«Nous sommes lassés des beaux (ou moins beaux) discours, poursuit une seconde voix. Vous comprendrez que beaucoup préfèrent quitter ce temps d'échange ou n'ont tout simplement pas voulu y participer.»* Les syndicats ne sont pas à la manœuvre. D'un coup, 80 prévisionnistes décident de se débrancher de la réunion.

**D**epuis cet automne, Météo France chancelle. L'établissement public à caractère administratif placé sous la tutelle du ministère de la Transition écologique, chargé d'assurer le service national météorologique et l'élaboration des connaissances sur le climat, mondialement renommé pour la qualité de son travail, est traversé par un mouvement social d'une rare intensité - dont un nouveau chapitre s'ouvre ce mardi, jour de mobilisation de la fonction publique (*lire page 17*). Secoué par les préavis de grève sans cesse renouvelés, les assemblées générales à répétition et les communiqués de l'intersyndicale (CGT, FO et

Solidaires). La raison de la rogne ? Les dysfonctionnements incessants depuis le déploiement officiel, le 13 novembre, d'une réorganisation du travail fondée sur le projet «3P» (pour «programme prévision production»). Au cœur du dispositif mis en cause : Alpha, une nouvelle base de données automatique (et non une intelligence artificielle) qui mouline dans son coin des modèles numériques et prodigue, désormais, la météo au grand public. Loin de l'expertise humaine.

### **Erreur sur la vitesse du vent**

*«Pour dire les choses crûment, je ne recommande à personne de regarder, à l'heure où on se*

*parle, les cartes de base qui annoncent la pluie et le beau temps. Elles sont souvent truffées d'erreurs, ce n'est plus fiable»,* concède un prévisionniste affecté en Occitanie souhaitant, comme beaucoup, garder l'anonymat.

En quatre mois, Météo France s'est transformé en «Météo des couacs». Les bulletins de vigilance sont pour l'heure toujours réalisés par les agents - alerte tempête, risque inondation, danger avalanche, etc. - mais sur le site internet, comme sur l'application mobile, le temps promis par Alpha cumule les incohérences : pluie sans verglas par -3 °C (ce qui est physiquement impossible

avec un thermomètre négatif), flocons annoncés malgré les 10 °C prédits, pictogramme «grand soleil» malgré des averses prévues dans l'après-midi, température maximale attendue autour des 4 °C quand le même écran affiche une minimale à 9 °C...

*«Notre institution est en train de perdre toute sa crédibilité, fulmine un chef prévisionniste de la région Grand Est. Certes, la vigilance reste notre garde-fou. Mais combien de temps encore les gens vont-ils continuer de nous croire quand on les avertit d'un danger, alors qu'ils voient bien que les cartes de Météo France peuvent se tromper dorénavant de plus 40 km/h sur la vitesse du vent ? Alpha va nous faire perdre la confiance du public. En termes de sécurité, de préparation face à l'arrivée d'événements extrêmes, cela peut être dramatique pour la suite.»*

En interne, nombreux sont ceux qui fustigent la «*bascule*» bien trop rapide de novembre sur l'outil informatique. Pointant du doigt la contraction des effectifs chez Météo France - de 3 310 équivalents temps plein en 2013, la maison n'en comptait plus que 2 614 l'an passé (lire page 5). Et tous les maux qui se tapissent derrière : l'absence de moyens, le rythme à marche forcée, la perte de sens. «*Dès la naissance du plan 3P en 2017, nous avons signalé qu'il était voué à de grosses déconvenues*, assure Sébastien Delecroy, syndicaliste à Force ouvrière. *C'est tout le paradoxe de ce projet d'automatisation. La direction de l'époque l'a*

*pensé pour compenser la saignée dans les effectifs imposée par le ministère de tutelle, sans prendre en compte le manque de bras pour le mettre sur de bons rails.»* «*Une semaine avant la date de lancement officiel d'Alpha, nos développeurs étaient encore en train de bidouiller dans la machine, au siège à Toulouse*, relate une météorologue du bassin méditerranéen, plus de vingt ans d'expérience au compteur. *Nous n'étions pas prêts, mais le système a tout de même été déclaré opérationnel. La réalité, c'est qu'aujourd'hui encore nous sommes dans un régime dégradé, mode crash-test.»*

Réunis lors d'une nouvelle assemblée générale mercredi 13 mars, les employés de Météo France ont voté le principe d'un énième appel à la grève pour ce mardi, un mouvement poursuivi jusqu'à samedi, pour la journée météorologique mondiale. Une part importante des quelque 600 prévisionnistes répondront présents. Mais pas seulement. «*Les événements actuels inquiètent partout dans l'établissement car ils sont perçus comme le premier effet spectaculaire d'une dégradation globale*», témoigne une climatologue. «*Chez nous, c'est un peu comme la crise au sein de l'hôpital public. Tous les services se sentent concernés*», abonde une chargée de maintenance.

### **Annulations de crédits**

Et encore plus depuis la parution, fin février, du décret portant sur les annulations de crédits voulues par le gouverne-

ment. L'acte réglementaire a eu l'effet d'un coup de massue à la maison Météo : onze millions d'euros de réductions de dépenses devront être trouvés parmi les fonds destinés à l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN), au Centre d'études et d'expertises pour les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cereema)... et à Météo France. «*Ces annulations seront inoffensives. [...] Il n'y aura pas de remise en cause d'action prévue dans le budget 2024 de Météo France du fait de ces annulations*», certifie auprès de Libération le ministère de la Transition écologique. Au sein de l'établissement, aucune indication rassurante n'a encore été communiquée. Donc tout le monde préfère attendre. «*Ce qui est sûr, c'est que le signal envoyé n'est pas bon*, note François Giroux, cosecraire national de la CGT-Météo. *A force de s'évertuer à détruire le service public, on ne peut pas s'agacer, ensuite, de le voir dysfonctionner.»*

Le 8 et 9 janvier, en pleine pagaille neigeuse sur l'autoroute A13 reliant la Normandie à Paris, Clément Beaune, alors ministre des Transports, ne s'en était pourtant pas privé. «*Objectivement, l'épisode n'a pas été attendu comme il était prévu par Météo France. Il était plus fort, il est intervenu plus tôt*», avait-il taclé dans les médias. «*[Cette] situation a montré que la nouvelle chaîne de production était défailante*, avaient rétorqué les météorologues d'Ile-de-France dans une lettre ouverte publiée le 10 janvier, se déclarant par la même occasion en grève ce

même jour. *Aujourd'hui, la honte s'abat sur un établissement incapable de retranscrire dans sa base de données de prévision [...] ce que les citoyens constatent au-dessus de leur tête.*»

### **La boîte noire Alpha**

Aux étages supérieurs de Météo France, on marche sur un fil. Difficile de perdre la face, difficile de nier les difficultés. *«La mise en place de la nouvelle base Alpha a mis en évidence des bugs qui ont été corrigés depuis, assure la direction auprès de Libération. Des améliorations ont déjà été apportées, comme sur les brouillards qui étaient trop nombreux. D'autres arriveront d'ici l'été.»* Comme sur les précipitations, difficiles à anticiper quand elles sont de faible intensité. Aux agents aussi, la DG assure que les *«retouches sont faites au fur et à mesure que nous alertons sur les anomalies»*. *«Mais chaque anomalie en amène une nouvelle, riposte un prévisionniste en poste à Toulouse. Tenter de rectifier la bouillie Alpha, c'est un peu comme vouloir corriger un épais roman dans lequel chaque reprise d'une phrase mal orthographiée à la base, change le sens du chapitre en cours.»* L'ampleur de la tâche est d'autant plus considérable que la base automatique ne se laisse pas si facilement réviser. Les développeurs font de leur mieux, mais certaines corrections ne sont pas acceptées par la machine. *«C'est une boîte noire qui rend fou»*, expose un météorologue du service de prévision générale.

Afin d'objectiver le «manque de robustesse de l'outil», les superviseurs de la base ont mené une analyse (non exhaustive) sur 76 situations problématiques survenues depuis le début d'année 2024. Bilan : rien que pour cette soixante-dizaine de cas, 450 corrections nécessaires ont été recensées et *«seulement 41 %»* de ces propositions de mise au point ont pu être intégrées à Alpha sans *«plantage»* ni *«retard»*, font-ils savoir dans un mail envoyé à leurs collègues le 1<sup>er</sup> mars, et consulté par *Libération*.

Au siège de Météo France, à Toulouse, une personne est bien chargée de reprendre et de rectifier nuit et jour, à la main, les données météo générées par Alpha avant qu'elles ne soient rendues publiques. Cependant, un poste unique est nettement insuffisant pour parer tous les impairs. *«Cela fait des semaines qu'on demande d'autoriser les chefs prévisionnistes en poste dans nos sept centres interrégionaux à pouvoir amender, eux aussi, les prévisions automatiques, assure Renaud Tzanos du syndicat Solidaires. On nous a répondu que la "faisabilité" d'une telle revendication allait être "instruite" jusqu'en juillet. Cela ne répond en rien à l'urgence de la situation.»* Auprès de *Libération*, la direction argumente en affirmant que le *«taux de réussite des prévisions à trois jours était de 80 %»* en février, un taux *«similaire à celui de septembre et d'octobre 2023»*, avant la bascule. Rien de pressant, donc.

Pourtant, les météorologues maintiennent que les contre-

sens se poursuivent. Ces derniers sont d'ailleurs tellement nombreux que les prévisionnistes continuent de passer des heures à les commenter sur un canal de conversation interne. *«Qui dit mieux, 42,5 centimètres de neige prévue en une heure à 520 mètres d'altitude sur la commune de Cette-Eygun [dans les Pyrénées-Atlantiques, ndlr], alors que la limite pluie neige est [située dans cette zone] à 750 mètres d'altitude... Heureusement que les bugs sont corrigés»*, ironise un d'entre eux dans un message consulté par *Libération*, envoyé le 2 mars. *«Mais bien sûr que c'est possible, lui répond un collègue avec la même pointe de sarcasme. Neige prévue à Rion-des-Landes [en Aquitaine] à 66 cm d'altitude, avec une limite pluie neige [pourtant établie ici] à 850 mètres.»*

### **Des plaintes de clients par dizaines**

Les employés ne sont pas les seuls à s'exaspérer. Depuis des semaines, des plaintes de clients s'agglutinent par dizaines sur «Confluence», l'intranet commun à tous les agents de Météo France. Notamment de la part de métropoles, de sociétés d'autoroute ou de conseils départementaux, qui ont passé un contrat commercial avec l'établissement pour obtenir des informations personnalisées sur leur territoire, et qui se retrouvent, aujourd'hui, avec des rapports plus qu'approximatifs. *«Nous avons eu encore un souci ce dimanche avec l'arrivée d'une pluie sur sol gelé entre 9 heures et 10 heures, inter-*

pelle par exemple, dans un mail du 24 janvier, le chef du service de la sécurité routière du département des Ardennes. *Nous ne pouvons que constater que l'extranet [alimenté par Alpha] est toujours défaillant avec des données erronées, qu'une fois de plus les prévisionnistes ont compensées. Mais cela nous impose une vigilance supplémentaire qui n'est pas acceptable.»*

Dans un courrier électronique adressé le 22 février à Météo France, c'est le directeur des infrastructures et des transports du Doubs qui maronne fermement : *«La qualité des prévisions que vous nous fournissez par le biais d'un marché public nous questionne. Outre une charge plus importante d'analyses des données pour nos équipes qui, rappelons-le, ne sont pas météorologues, cela impacte toute la chaîne d'activité pour pallier l'incertitude au quotidien.»* «La prévision que nous payons

*n'est pas bonne, fulmine de son côté le responsable des services techniques du département de Côte-d'Or, le 4 mars. Le client n'a pas à subir les réorganisations internes de votre structure, la qualité devrait être la même qu'il y a dix ans.»*

Résultat de ce mécontentement ayant franchi les murs de Météo France : les météorologues se retrouvent à faire du service après-vente. Les dé tournant, sans commune mesure, de leur cœur de métier. *«On reçoit des appels de clients furieux, sauf que nous sommes des prévisionnistes et non des communicants !* explore un chef de service de l'est de la France. *Moi je me retrouve avec des collègues en pleurs, qui n'en dorment plus la nuit, parce qu'ils se prennent en pleine poire les répercussions des choix aberrants de la direction.»* Selon les syndicats, près d'une trentaine de signalements pour mal-être au travail ont été

comptabilisés depuis novembre. Certains salariés n'arrivent même plus à se projeter dans l'institution.

*«Notre métier ne consiste ni à rectifier une base automatique trop souvent en désaccord avec notre expertise, ni à essuyer les pots cassés en reprenant les éléments de langage de la direction, s'indigne un prévisionniste d'une trentaine d'années. La hiérarchie nous accuse d'être réfractaires au changement. C'est absolument faux ! Je veux bien faire le deuil de certaines missions. Ce que je refuse, en revanche, c'est faire le deuil de la qualité du service public rendu.»*



*Par Anaïs Moran*

